

# Rendre l'Europe aux Européens

Le Monde

26/7/01

p. 1

par Romano Prodi

**L**ES dirigeants politiques de toute l'Europe sont confrontés aujourd'hui à un étrange paradoxe. D'une part, les citoyens attendent de nous que nous trouvions des solutions aux grands problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées. D'autre part, ils sont de plus en plus méfiants vis-à-vis des institutions et de la politique, ou, tout simplement, ne s'y intéressent pas. Cela vaut pour toutes les entités politiques, et spécialement pour les institutions européennes, parce qu'elles sont perçues comme très éloignées des préoccupations quotidiennes des citoyens.

Le système politique de l'Union est extrêmement complexe et difficile à comprendre pour l'homme de la rue. Tout aussi important, les gens ont l'impression que leur voix n'est pas entendue, ou qu'ils n'ont pas les moyens de se faire entendre. S'il en fallait une preuve supplémentaire, la faible participation aux élections du Parlement européen et celle au récent référendum irlandais en ont fourni la démonstration. Je crois

le moment venu de s'attaquer à ce problème avec détermination et de manière concertée. La Commission européenne aura adopté, mercredi 25 juillet, un Livre blanc sur la réforme de la gouvernance européenne, qui vise à rendre le fonctionnement de l'Union plus transparent, plus simple et plus démocratique.

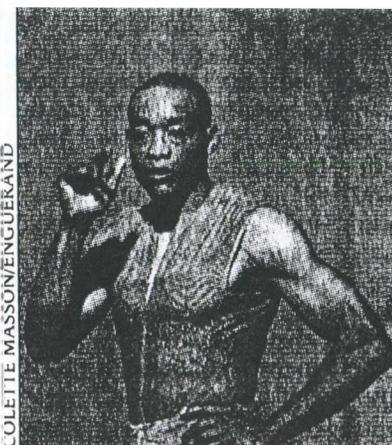
Un large débat sur l'avenir de l'Union s'est déjà engagé, en préparation des changements institutionnels qui seront décidés en 2004. Les propositions que la Commission fait aujourd'hui ouvrent la voie à ce débat. En vue de restaurer la confiance de nos citoyens, nous devons montrer dès maintenant que nous sommes bien plus conscients des attentes du grand public, de la société civile, des régions et des collectivités locales.

*Lire la suite page 9*

**Romano Prodi** est président de la Commission européenne.

► [www.lemonde.fr/ue](http://www.lemonde.fr/ue)

COLETTE MASSON/ENGUERAND



## FESTIVALS

### Bill T. Jones, prince d'Avignon

Le chorégraphe américain scelle ses retrouvailles avec un Festival dont il est devenu l'un des enfants chéris. Il présente, dans la Cour d'honneur du Palais des papes, un spectacle créé en 2000 à Bologne, *You walk ?*, question qui reflète les interrogations d'un artiste tourmenté au milieu de sa vie.

p. 20 à 22

► [www.lemonde.fr/festivals](http://www.lemonde.fr/festivals)

# Rendre l'Europe aux Européens

*Suite de la première page*

Avant d'entamer de nouvelles réformes institutionnelles, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour modifier notre façon de travailler, de préparer et de prendre les décisions qui les concernent. C'est avant tout une question de volonté politique. Nombre de réformes essentielles peuvent être réalisées sans nouveaux traités. D'autres exigeront des réformes institutionnelles plus profondes, en 2004, auxquelles nous contribuerons très bientôt.

Réformer la gouvernance de l'Union, c'est réformer le fonctionnement des institutions européennes sur la base de cinq grands principes : transparence, participation, responsabilité, efficacité et cohérence.

Le fonctionnement de l'Union doit être plus facile à comprendre, de façon à ce que le public puisse être mieux informé de l'impact de l'Europe sur sa vie de tous les jours. La Commission proposera de nouveaux mécanismes qui permettront aux régions et aux autorités locales de participer plus efficacement au processus de décision. Il faut que les citoyens aient confiance dans les décisions prises en leur nom et les comprennent. Quelle que soit la manière dont la législation est élaborée et adoptée, elle doit être facile à comprendre. La législation européenne devrait se concentrer sur les éléments fondamentaux et éviter de se perdre dans des détails inutiles. L'impact de la législation devrait être évalué de manière plus méthodique, avant son adoption comme après sa mise en œuvre. Le Conseil de ministres et le Parlement européens devraient se concentrer davantage sur l'orientation politique et le contenu, et laisser la Commission se charger de la mise en œuvre.

L'Union doit tirer un meilleur parti de la mise en commun de meilleures pratiques, elle doit renforcer la décentralisation et encourager une plus grande coopération entre les autorités nationales, régionales et locales sur les objectifs fixés d'un commun accord. Avant tout, la Commission souhaite un système européen qui montre plus clairement qui fait quoi. Dans ce système, il faut une répartition plus claire des rôles législatif et exécutif entre les institutions de la Communauté. Un système dans lequel l'Union agit de manière légitime, transparente et efficace chaque fois qu'un besoin réel se fait sentir, laissant l'initiative dans les autres domaines aux autorités nationales, régionales ou locales, ou à la société civile.

Pour réaliser ce programme, toutes les institutions – y compris les Etats membres et les administrations nationales – devront faire preuve de volonté politique. La Commission apportera sa contribution, mais chacun devra en faire

autant, si l'on veut que le projet européen soit un réel succès aux yeux des citoyens. Tous, nous devons assumer nos responsabilités. Si nous continuons à présenter Bruxelles comme une entité éloignée, qui impose des décisions impopulaires aux gouvernements et aux citoyens européens, nous ne devons pas nous étonner que nos citoyens ne s'intéressent pas à nous, se méfient de nous, voire nous rejettent purement et simplement.

Réformer la gouvernance de l'Union implique aussi que les gouvernements cessent de faire de Bruxelles leur bouc émissaire pour les décisions qu'ils ont eux-mêmes acceptées. L'Union est l'affaire de tout le monde. Ce doit être une entreprise partagée, un modèle transparent et démocratique d'intégration, de façon à ce que chaque citoyen européen ait vraiment le sentiment que les institutions lui appartiennent.

**Romano Prodi**